«Conforter l'agriculture ensemble»

Philippe Jougla, président de la FRSEA Occitanie

«*Le premier vœu pour cette année est que la météo nous soit clémente ! Face au changement climatique qui impacte en premier lieu les agriculteurs, nous n'entendons pas assez les pouvoirs publics sur les solutions d'adaptation et les moyens de s'adapter. Nous devons trouver des solutions car le système de calamités montre ses limites et encore trop peu de surfaces sont assurées et que dire de l'impossibilité d'assurer les systèmes à l'herbe ? La question de l'irrigation et du stockage est au cœur de notre actualité régionale. Alors que l'agriculture est dans l'œil du cyclone quand on évoque les émissions de GES, nous devons dire et répéter que les émissions de notre secteur sont stables. L'agriculture joue même un rôle majeur dans le stockage du carbone. La Chambre régionale d'agriculture a travaillé à différents scenarii d'évolution de l'agriculture face au changement climatique. Celui que nous avons choisi est la possibilité de s'inscrire dans les accords Climat de Paris en gardant une agriculture vivante, compétitive, dynamique où l'on consomme local, on relocalise les filières, on travaille sur l'agriculture de conservation, on développe des itinéraires techniques en lien avec le fonctionnement du sol. Les agriculteurs sont capables de montrer la voie*».

Jacques Molières, président de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron :

«*Tous les Aveyronnais, à tous les niveaux, doivent avoir conscience du poids de l'économie agricole et agroalimentaire dans le département, et de la nécessité de défendre les intérêts des paysans et de l'agriculture aveyronnaise. Nous défendons une agriculture à taille humaine, diversifiée, en recherche permanente de valeur ajoutée... Il en va du renouvellement des générations, un challenge que nous devons relever tous ensemble.*

S'adapter au changement climatique est une préoccupation du quotidien. Elle passe par une adéquation sol - troupeau, l'agriculture de conservation, les nouvelles variétés plus adaptées... la préservation de la ressource en eau pour l'irrigation comme pour la potabilité, l'étayage... Il est de notre responsabilité de protéger et de sécuriser la ressource en eau potable c'est en ce sens que nous soutenons le projet d'usine à Lassouts, le développement de lacs... Conforter l'agriculture de ce département passe par une collaboration étroite avec les collectivités et les services de l'Etat».

Recueillis par Eva DZ

Retrouvez la vidéo sur
La Volonté Paysanne .fr

Jérôme Despey : «une PAC vitale pour les territoires»

«L'Aveyron n'est pas une terre inconnue, c'est un département voisin et ami !», a lancé Jérôme Despey, secrétaire général FNSEA, en préambule de son intervention de fin d'après-midi.

Il a rendu hommage à Claude Cochonneau, président de l'APCA décédé le 22 décembre. Il a poursuivi son intervention sur la vitalité des territoires, la transmission des exploitations, la PAC. «*La politique agricole commune doit rester commune. Nous sommes opposés à sa renationalisation. Nous luttons contre les distorsions de concurrence, pour les mêmes règles environnementales et sociales dans tous les Etats membres. Le Président de la République et le gouvernement doivent se mobiliser pour un budget de la PAC fort. Il doit préserver l'ICHN, si important pour votre département de l'Aveyron, l'économie agricole de nos territoires. S'il n'y a plus d'agriculture, il n'y pas plus d'économie, plus de services, avec comme résultat, la désertification rurale. Nous voulons la reconnaissance de ce que nous faisons en matière environnementale. Et, toujours en lien avec la PAC, réfléchir à la gestion des risques, au niveau économique, sanitaire, climatique*».

EGAlim

S'agissant des Etats généraux de l'alimentation, Jérôme Despey a rappelé que la loi avait pour finalité «*de faire vivre l'agriculteur dignement de son métier*», dénonçant par ailleurs «*le poids des charges supplémentaires qui pèsent sur les exploitations. Nous sommes d'accord lorsque le Président de la République affirme vouloir donner plus de revenu aux agriculteurs. Mais, en même temps, nous sommes accablés de charges liées aux redevances pollutions, de mises aux normes de bâtiments. Avec les EGALim, on demande à l'ensemble de nos filières de travailler pour la montée en gamme. Mais, en même temps, on importe toujours des produits extracommunautaires qui ne sont pas produits dans les mêmes conditions que les nôtres. Le CETA a été mal voté à l'Assemblée nationale. Et le Sénat discute encore sur le sujet car il est sensible. Non aux importations d'animaux nourris aux farines animales interdites en Europe depuis de nombreuses années ! Pour le végétal, il y a des dizaines de matières actives interdites dans l'UE qui peuvent être importées sur notre continent. Tout cela n'est pas tenable*».

Agribashing

Il poursuit : «*suite à la pression syndicale, le Président de la République a répondu qu'il n'y aura pas d'accord sur le Mercosur. Pour le CETA, la réponse doit être la même. N'importons pas la nourriture que nous ne voulons pas ! Nous mènerons ce combat avec les consommateurs, nos alliés. Notre agriculture est de qualité, vertueuse, issue d'efforts considérables. C'est à nous de faire le lien avec les consommateurs, et non aux artistes, penseurs de plateaux de télévision ! Ce qui se passe sur l'agribashing est insupportable. J'ai rencontré récemment le ministre de l'intérieur et la ministre de la justice pour deux choses. Il est intolérable que des associations entrent en toute illégalité, voire impunité, dans des exploitations agricoles en mettant en danger des élevages où il y a des règles sanitaires et de sécurité, pour commettre des actes délictueux. Ils profèrent, par des vidéos, des éléments inexacts pour 98 % des activités agricoles. Il faut que ces associations soient sanctionnées. Nous avons réactivé la cellule Déméter avec le ministre de l'intérieur, déclinée dans les départements. Nous avons demandé à la ministre de la justice de durcir les sanctions pénales comme le délit d'entrave, avec des circonstances aggravantes. On ne peut pas continuer comme cela. Il y a eu 70 intrusions en 2019, contre 16 en 2018 et 8 en 2017 !*».

Il a ensuite évoqué la charte de bon voisinage portée par la FNSEA et les JA, et dénoncé la réaction de certains maires concernant les ZNT. «*La FNSEA a demandé un moratoire sur la date d'application des décrets parus en décembre sur les distances de traitement. Nous voulons la protection des populations. Ce sujet est une question de pratiques et non de distances*», a-t-il martelé.

Enfin, à propos du changement climatique, «*l'actualité montre que nous ne pouvons pas fermer les yeux*», estime Jérôme Despey. «*Il faut trouver des solutions dans l'innovation, la recherche, des moyens pour accompagner les agriculteurs. Et sortir des dogmes au sujet de l'eau, des retenues collinaires. Le bon sens est de stocker l'eau et de l'utiliser à bon escient. Ce sera le thème du rapport d'orientation du congrès FNSEA à Niort, en mars*». Il a invité les agriculteurs à voter aux prochaines élections de la MSA et salué les retraités agricoles présents, rappelant «*la nécessaire revalorisation des pensions actuelles*».

D.B.

La préfète de l'Aveyron fait le point

Catherine Sarlandie de La Robertie, préfète de l'Aveyron, a clôturé la journée en faisant le point sur différents sujets agricoles.

«*L'agriculture est une entité forte de ce territoire. L'Aveyron a anticipé, pour une large part, un grand nombre d'évolutions, notamment dans la relation avec le consommateur avec la qualité des produits à forte valeur ajoutée, grâce à l'authenticité de ses pratiques. L'adaptation de notre agriculture au changement climatique est une problématique de la plus haute importance. L'ensemble des acteurs doit se mobiliser au mieux et s'adapter. Les ministères en charge de l'agriculture et de l'écologie réalisent une mission conjointe sur le sujet. Nous avons accueilli les membres de la mission en novembre et décembre, signe de l'importance accordée à notre département. Ils ont échangé avec un grand nombre d'entre vous. Je vous tiendrais informés des résultats repris dans le rapport final*».

A propos de la loi EGAlim : «*2019 était la première année d'application de la loi. Les négociations commerciales 2020 seront suivies de près, afin de s'assurer que toutes les parties prenantes saisissent les outils mis en place par la loi EGAlim. Les exploitants agricoles doivent pouvoir vivre dignement du fruit de leur travail*». A propos des aides PAC, la préfète a déclaré : «*les paiements se font désormais selon un calendrier que je qualifie de normal. Les premiers acomptes des aides 2019 ont été versés mi-octobre, avec le paiement du solde mi-décembre. Au final, près de 245 millions d'euros ont été distribués au titre des aides PAC 2019 aux exploitants aveyronnais*». Autre sujet, «*la sécheresse 2018 et 2019, dont l'impact a été important en Aveyron*». La réunion du Comité national de gestion des risques en agriculture est programmée le 29 janvier et concerne 108 communes aveyronnaises. A propos des retenues collinaires, la préfète annonce qu'une «*réflexion globale et partagée sera lancée sur les usages raisonnés de l'eau. Sur 513 000 ha de SAU, le mais ensilage irrigué ne représente que 3 % de la SAU*».

Enfin, s'agissant du loup : «*l'Aveyron est le premier département ovin de France avec un million de moutons. La profession agricole est active et unie sur le sujet. 2018 a été marquée par les discussions sur la zone difficilement protéageable, concrétisée en 2019. Le préfet coordinateur loup a en effet délimité une zone difficilement protégeable, concernant 172 communes en Aveyron. Elles sont inclues dans une zone où les tirs de défense simple sont possibles*».

D.B.

La préfète a salué la profession agricole et les élus présents.

Anthony Quintard (JA) : «s'adapter !»

«*Notre département était le premier de France en 2018 avec 151 installations aidées. En 2019, il y en a eu un peu moins avec 131 installations aidées, et une moyenne d'âge de 29 ans. 70 % de ces installations se font sous forme sociétaire, en particulier pour le secteur de l'élevage, afin de se donner un peu plus de temps, pour s'engager par exemple. Nous avons des filières porteuses, comme l'AOP Roquefort, des diversifications avec d'autres opérateurs sur le territoire. Les ovins lait représentaient 38 % des installations aidées en 2019, suivis par les bovins viande avec 27 %, puis bovins lait, et, plus exceptionnel, au 5ème rang, le maraîchage. Notre agriculture évolue constamment. Les JA accompagnent cette évolution. Chez les JA, nous cultivons par ailleurs l'impertinence, et conservons de bonnes relations avec nos aînés, illustrées par le bon résultat des dernières élections Chambre d'agriculture. Nous travaillons pour le professionnalisme du métier, pour des agriculteurs chefs d'entreprise. La convivialité fait aussi partie de notre identité*» continue Anthony Quintard. Concernant le changement climatique, «*nous devons nous adapter, rebondir, avec une agriculture de résilience. Et ne pas subir en développant le stockage de l'eau, et de nouvelles pratiques culturales*».

D.B.